

En août 1989, à la fin de la onzième série des pourparlers START, plusieurs points essentiels restaient en litige :

- les Soviétiques insistaient pour subordonner la conclusion d'un accord START à celle d'un accord sur les armes défensives et spatiales;
- pour ce qui était des règles de décompte des ALCM, les États-Unis proposaient de fixer à dix le nombre d'engins par bombardier, quelle que soit la capacité d'emport de l'aéronef, alors que l'URSS voulaient tenir compte du nombre maximal que chaque type de bombardier pouvait effectivement transporter. Les deux parties ne s'étaient pas entendues non plus sur la définition de la portée des ALCM, les Américains ne voulant prendre en compte que les missiles capables de frapper à plus de 1 500 km de distance, alors que les Soviétiques voulaient inclure les missiles d'une portée de 600 km;
- les États-Unis exigeaient l'interdiction des ICBM mobiles, à moins que l'on ne mette au point des méthodes permettant d'en vérifier le nombre;
- s'agissant du nombre maximal de SLMC, alors que les Soviétiques réclamaient des limitations strictes, les Américains voulaient exclure les SLMC des accords START, car il n'existe, selon eux, aucun moyen de vérifier le respect d'une telle interdiction sans compromettre leur politique consistant à ne pas confirmer ni nier la présence ou l'absence d'armes nucléaires à bord de navires;
- s'agissant du détail des plafonds relatifs au nombre d'ogives, les États-Unis insistaient pour les limiter à 3 300 pour les ICBM, mais l'URSS n'était disposée à accepter ce chiffre que si le même s'appliquait aux SLBM;
- la modernisation des gros ICBM, que les États-Unis tiennent à voir interdite; et
- les Soviétiques voulaient que les deux superpuissances aient interdiction d'aider un pays tiers à moderniser ses systèmes nucléaires, ce qui, pour les Américains, signifierait qu'ils ne peuvent soutenir la force de dissuasion nucléaire des Britanniques.

Le 20 septembre 1989, répondant aux Soviétiques, qui accusaient les États-Unis de faire preuve de mauvaise volonté dans les négociations sur la limitation des armements, le secrétaire d'État américain, M. James Baker, a annoncé que Washington cesserait de réclamer l'interdiction